



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

professions libérales : montant des pensions

Question écrite n° 33394

## Texte de la question

Mme Huguette Bello attire l'attention de Mme la ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative sur la menace que fait peser sur les auxiliaires médicaux (infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes, orthoptistes, pédicures podologues) le refus des caisses d'assurance maladie de financer les droits de l'avantage social vieillesse (ASV) acquis à ce jour. Alors que l'ASV représente en moyenne 22 % de leur retraite, ce refus est ressenti d'une manière particulièrement douloureuse par ces auxiliaires médicaux qui avaient signé avec les caisses d'assurance maladie des conventions qui leur semblaient équilibrées, et par lesquelles, en échange de tarifs opposables pour les assurés, les praticiens conventionnés bénéficiaient d'avantages sociaux. Les ministères de tutelle envisagent désormais la publication d'un décret de réforme sur l'ASV qui arrive en cessation de paiement le 1er octobre 2008. Pour éviter que la remise en cause de l'équilibre du contrat conventionnel ne participe à la dégradation de la situation de ces praticiens et ne compromette l'accès aux soins pour tous, les auxiliaires médicaux, dont dix syndicats ont créé une alliance interprofessionnelle, souhaitent que cet aspect du contrat soit remis à plat. Ils proposent que, dans un premier temps, les comptes de l'ASV de 2008 soient soldés et qu'un dialogue réel permette d'aboutir à une réforme sereine et équitable du régime. Elle lui demande, tant dans l'intérêt de ces praticiens qui ont le sentiment d'avoir été manoeuvrés, que dans celui des dizaines de millions de patients qui bénéficient de leurs soins, de prendre en compte les préoccupations exprimées par les auxiliaires médicaux et d'ouvrir avec eux un dialogue sincère et constructif.

## Texte de la réponse

Les régimes dits ASV (avantage social de vieillesse) concernent l'ensemble des professionnels de santé conventionnés (médecins, chirurgiens-dentistes, auxiliaires médicaux, sages-femmes et directeurs de laboratoires d'analyses médicales). Additionnels à la retraite de base et aux régimes complémentaires, ces régimes ont pour particularité d'être financés pour partie par les organismes d'assurance maladie, en contrepartie du conventionnement des professionnels et de la pratique d'honoraires modérés. Toutefois, les départs massifs à la retraite des professionnels de santé concernés engendrent une augmentation considérable du nombre de points à servir et placent ces régimes dans une situation financière très critique. À paramètres constants, le régime ASV des auxiliaires médicaux était en cessation de paiement en octobre 2008. Il était donc impératif d'engager très rapidement une réforme pour préserver ce régime. La réforme du régime ASV des auxiliaires médicaux reprend les principes qui ont présidé à la réforme des régimes ASV des chirurgiens-dentistes et des directeurs de laboratoires en modulant l'effort demandé aux assurés et aux retraités selon leur génération : concernant les prestations, la réforme du régime ASV des auxiliaires médicaux n'a qu'un impact très marginal sur les retraités et les actifs cotisants. Quelle que soit la période d'acquisition des points, le rendement conservé restera important (de 30 % à 42 % selon la date d'acquisition des points) et, en toute hypothèse, très nettement supérieur à celui d'un régime de retraite classique ; concernant les cotisations, la réforme prévoit l'augmentation du forfait qui atteindra 540 euros par an progressivement en trois ans (contre 264 euros par an en 2007). Malgré une situation budgétaire extrêmement contrainte, l'assurance maladie

engage un effort financier supérieur à 1,2 MdEUR à l'horizon 2030 pour garantir la pérennité du régime et accompagner la réforme. Cette réforme répond à une situation d'urgence en repoussant à 2030 la date d'extinction du régime et donne suite à une revendication ancienne des partenaires sociaux en supprimant le mécanisme de compensation inter-régime ASV. En outre, elle ne fait participer que symboliquement les retraités et les actifs cotisants. Il faut signaler, enfin, qu'il est prévu d'instaurer une cotisation proportionnelle au revenu qui sera prise en charge à 50 % par l'assurance maladie. Cette cotisation pourra être modulée par profession. Le résultat de ces concertations a fait l'objet d'une négociation approfondie avec les représentants des professionnels de santé concernés depuis avril 2008. Ce schéma de réforme est repris dans un décret qui a été soumis le 25 août au conseil d'administration de la Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues (CARPIMKO) ainsi qu'au conseil de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Le décret n° 2008-1044 du 10 octobre 2008 relatif au régime des prestations complémentaires de vieillesse prévu à l'article L. 645-1 du code de la sécurité sociale des auxiliaires médicaux mentionnés à l'article L. 722-1 du code de la sécurité sociale est paru au Journal officiel du 11 octobre 2008.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Huguet Bello](#)

**Circonscription :** Réunion (2<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 33394

**Rubrique :** Retraites : régimes autonomes et spéciaux

**Ministère interrogé :** Santé, jeunesse, sports et vie associative

**Ministère attributaire :** Santé, jeunesse, sports et vie associative

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 21 octobre 2008, page 8973

**Réponse publiée le :** 23 décembre 2008, page 11206